

POUR UN CONGO SANS CORRUPTION

KÄ MANA,
Directeur de
recherche à l'Institut
interculturel dans la
région des Grands
Lacs (Pole Institute)
où il anime
le programme
« Université
alternative pour
l'éducation des jeunes
à la transformation
sociale ».
godefroidkngd@
gmail.com

Nous sommes à un moment de l'histoire de notre pays où la récente recomposition du paysage politique national nous oblige à penser à nouveaux frais et de manière urgente ce qu'il y a lieu de faire pour réussir le changement profond et positif dont la RD Congo a besoin.

L'actualité que constitue le classement des nations du monde du point de vue du phénomène de la corruption nous ouvre les yeux sur la perception que le monde a de notre pays à ce sujet : nous sommes l'une des sociétés les plus corrompues de la planète. Il faut aujourd'hui réfléchir sur ce que cela signifie pour nous, Congolais, et sur ce que cela nous impose comme urgence en tant que nation confrontée à l'impératif de créer un nouveau destin pour ses populations.

Ce qui est vraiment en jeu

Quand on est dans le peloton de queue comme nous le sommes dans le classement de *transparency International*, il est nécessaire de se regarder soi-même comme pays en toute vérité et de voir ce qu'il y a en jeu réellement comme exigence de changement pour notre pays.

La tendance facile serait de regarder la corruption à un niveau superficiel, dans le petit comportement de tous les jours chez les Congolais, aujourd'hui habitués à la débrouillardise quotidienne. À ce niveau, on peut vivre sans réfléchir sur ce qu'on fait en matière de corruption et minimiser ainsi le classement fait par *Transparency International* sur les pays dans leur degré de corruption. On laisserait alors le Congo avancer au gré des vagues où rien n'a jamais été remis en cause profondément concernant les pathologies dont notre société souffre.

C'est en vivant dans cette indifférence et dans le silence où elle s'enrobe que chaque Congolais

s'accommode avec les attentes des agents de l'ordre qui profitent de la petite corruption quotidienne sans état d'âme. C'est dans la même indifférence et le silence qui l'enrobe que notre société s'est habituée aux pratiques de racket financier exercé par les enseignants sur les étudiants dans notre système éducatif, depuis l'école maternelle jusqu'aux universités. C'est toujours dans la même indifférence et le silence qui l'enrobe que les demandes de « matabiche », d'un « peu d'eau pour éteindre la soif » et de « madesu ya bana » dans les bureaux de l'État sont devenues des pratiques qui entretiennent la culture de la corruption comme manière d'affronter « la conjoncture » et de combler des fins de mois difficiles.

Sous cet angle, ce que dit *Transparency International* n'inquiète pas le Congo outre mesure. Cela fait partie de ce que tout le monde sait, de ce que tout le monde voit et de ce que tout le monde supporte tant bien que mal.

On ne voit pas que ce petit niveau de la petite corruption de tous les jours couvre des comportements plus pervers à l'échelle de la gestion des grandes institutions publiques et étatiques dont dépend la solidité d'une nation, le fonctionnement de l'État et la prospérité d'une société. On ne voit surtout pas que la corruption corrompt en profondeur la dynamique de l'être-ensemble des citoyens dans une société et plombe les règles de la bonne gouvernance en cassant les liens fondamentaux sans lesquels il n'y a pas de confiance possible entre les êtres humains.

Quand les institutions sont gangrenées par des pratiques de circulation d'argent, en petite quantité ou en grosses masses hors des canaux officiels autorisés, chaque individu tire la couverture de son côté et l'État dans son ensemble est dépouillé de ses potentialités de devenir une entité riche dans une société susceptible d'enrichir ses populations dans un vaste espace de bonheur communautaire.

La gangrène de la corruption fait alors que chaque corrupteur tue son propre pays et ruine toutes les chances pour la nation d'exister réellement comme souffle de vie commune, comme conscience du bien commun. Or, sans cet espace de vie commune et sans cette conscience du bien commun, le pays ne peut prétendre exister ni ambitionner de construire une grande destinée parmi les peuples.

Il y a plus. Ce qu'il y a en jeu dans la corruption au sein d'un pays comme la RD Congo va beaucoup plus en profondeur que la destruction de l'État et de ses institutions. Cela aussi va beaucoup plus loin que la culture de la petite corruption quotidienne dont tout le monde s'accommode. En profondeur, la corruption détruit l'homme congolais en tant qu'homme et désagrège la société congolaise en tant que société. Elle fait de l'homme un être sans conscience éthique, sans structures fondamentales de rationalités communautaires et sans grands rêves de construction d'une grande destinée. De la société, elle casse tout sens de communauté de destinée et toutes perspectives d'imagination créatrice pour construire un

être-ensemble tourné vers les solutions fertiles face aux grands problèmes urgents à résoudre.

Quand dans un espace social, l'homme est détruit dans sa conscience éthique et la société désagrégée dans ses énergies créatrices, on est en plein dans la corruption de l'être. C'est cette corruption qui a fait de notre pays une nation faible, sans respect pour elle-même ni volonté d'ouvrir à sa vie des horizons de fécondité créatrice. Dans ces conditions, le Congo ne crée rien, n'organise rien de grand et se plaît à faire de la corruption un mode de vie qui arrange tout le monde.

Le moment est venu de prendre conscience de tout cela et de faire de la victoire sur la corruption dans toutes ses dimensions l'enjeu essentiel de notre présent et de notre avenir au Congo.

Le temps de vaincre la corruption

Il est clair aujourd'hui que la bataille contre la corruption de l'être, contre la corruption des institutions politiques et contre la corruption des pratiques sociales dans les relations entre citoyens est d'une urgence capitale pour la RD Congo.

Ces luttes contre la corruption à tous ces niveaux exigent une révolution fondamentale dans l'éducation de l'homme congolais. Nous avons besoin, dans notre pays, de concevoir dès maintenant une éducation d'éthique citoyenne à mettre au cœur de tous les lieux de formation du nouvel homme congolais, avec comme assises la construction d'une nouvelle conscience individuelle et communautaire sur les droits, les devoirs et les pouvoirs à développer chez le Congolais, à partir de la connaissance des enjeux géostratégiques où s'inscrit notre pays aujourd'hui à l'échelle planétaire. À partir aussi de la conscience que ces enjeux doivent créer dans chaque citoyen de notre nation. À partir, enfin, des impératifs que les autorités publiques doivent imposer en termes de lois, en termes de sanctions et de récompenses pour les personnes et les organisations ainsi qu'en termes de vision de l'avenir du Congo dans l'imaginaire de notre société.

Il faut pour cela que soient institués au Congo des dynamiques de promotion et de valorisation des statuts publics d'éclaireurs, d'éducateurs, d'organiseurs et d'innovateurs chargés de créer et de tracer des chemins de changement en profondeur pour notre société.

Statut d'éclaireurs. Nous reprenons le mot d'éclaireurs à l'universitaire togolaise Maryse Quashie qui, réfléchissant sur la situation de son pays, écrit ceci, selon une perspective qui concerne toute l'Afrique : « Aujourd'hui, quelle que soit la tendance politique à laquelle on adhère, quelle que soit la couche sociale à laquelle on appartient, on a besoin de personnes à qui se référer pour découvrir les pistes de l'avenir ». Ce sont ces personnes qui

sont des éclaireurs : « Un éclaireur a une double compétence. D'une part, il connaît les dangers possibles d'une voie, ses sens ; il sait détecter aussi ce que les autres ne peuvent pas percevoir, et d'autre part, il connaît les potentialités du groupe ». Grâce à ce pouvoir de connaissance, il montre et ouvre les perceptives à prendre. Dans le cas de la corruption qui nous concerne ici à propos de notre pays, l'exigence est de doter notre société de ces personnes et de leur accorder une place visible dans l'ordre social pour qu'elles s'y déploient à ciel ouvert. Elles montreront en quoi les pratiques de corruption n'ont pas de place dans une société qui veut sortir des ténèbres dans lesquelles nous avons vécu jusqu'à ce jour.

Statut d'éducateurs. Une fois la société éclairée sur les enjeux profonds de son présent et de son avenir, il y faut des éducateurs pour apprendre au peuple les valeurs rationnelles, éthiques et spirituelles pour un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêver-ensemble dont un pays a besoin pour solidifier son être et bâtir des socles qui permettent de construire la grandeur qu'il faut à une nation pour qu'elle puisse se respecter et être respectée dans le monde. C'est pour avoir délaissé les fonctions concrètes de l'éducation à tous les niveaux que le Congo s'est corrompu et a corrompu l'esprit de ses populations. La conscience politique s'est désintégrée ; la conscience politique s'est disloquée ; la conscience culturelle s'est amollie ; la conscience historique a disparu et la société est tombée dans une indescriptible déchéance qui constitue aujourd'hui le terreau de la corruption au Congo. Pour détruire ce terreau et poser les bases d'une nouvelle société congolaise, la fonction éducative devra être réhabilitée et ceux qui l'assument devront avoir un statut respecté, avec des récompenses dignes de la responsabilité qu'ils assument. Il faut pour cela une grande politique de l'éducation que les hauts responsables politiques devront avoir à cœur. Combattre la corruption deviendra alors la tâche de l'État comme elle est la tâche de toutes les couches de la société.

Statuts d'organiseurs. Il n'y a pas de politique de lutte contre la corruption qui réussisse si elle n'est pas solidement organisée par des hommes et des femmes qui ont pour travail l'animation des structures de lutte et pour devoir la construction d'un vrai pouvoir d'identification des corrupteurs et des corrompus qui devront être punis et dont les pratiques devront être éradiquées. L'État comme structure globale d'ordre et la société comme champ global de vie devraient être dotés d'un maillage anti-corruption visible. Cela permettra de pouvoir faire rendre gorge à ceux qui, à tous les niveaux de la société, se servent de la corruption comme mode d'enrichissement illicite ou comme manière facile de se « débrouiller » utilement dans la vie quotidienne.

Statuts d'innovateurs. La société congolaise, pour gagner la lutte contre la corruption, a besoin d'innover dans les principes comme dans les pratiques de production de richesses et de leur distribution dans l'ensemble

du pays. Il s'agit à ce niveau de développer l'imagination économique des dirigeants, des agents économiques, des investisseurs étrangers, des agents de l'ordre et de l'ensemble de la population. Jusqu'à nos jours, l'imagination économique en RD Congo est fondée sur la recherche de l'argent facile et sa dilapidation tout aussi facile. Dans un tel cadre, la corruption ne peut que prospérer de manière exponentielle et devenir le circuit normal pour toute la population. Il faut casser ce circuit par un système juridique fort et des lois d'airain qu'il ne sera pas possible de contourner sans encourir des sanctions de fer. Il faut aussi déployer une grande politique économique garantie par un Etat fort, qui exerce son autorité sur tout le territoire national et pousse les citoyens à s'investir dans une forte culture d'entrepreneuriat sans laquelle il ne peut y avoir aujourd'hui de développement possible pour une nation. Le temps est sans doute venu de faire du Congo une vraie société d'entrepreneurs et pas une petite société de débrouillards sans envergure ni ambition mondiale en matière économique, commerciale et financière.

Conclusion

Aujourd'hui, nous avons un nouveau président de la République et à ses côtés un directeur de cabinet qui a statut d'un véritable vice-président. Ils sont aux commandes d'un pays qui doit résolument s'engager dans une grande politique pour réussir le Congo comme une grande nation et une puissance dans le monde. La nation dans son ensemble est lancée dans une expérience de coalition gouvernementale censée unir les forces qui comptent vraiment dans la perspective de construire le Congo. Pour faire face à l'avenir, tous les dirigeants qui ont les rênes du Congo doivent savoir que la construction du Congo nouveau dépend de la lutte contre la corruption de l'homme congolais et la déchéance de la conscience congolaise. S'ils veulent réussir un Congo nouveau, il convient qu'ils engagent tout notre peuple dans toutes ses composantes dans la bataille pour une société sans corruption, avec des éclaireurs, des éducateurs, des organisateurs et des innovateurs à la hauteur de l'immense tâche qui nous attend tous. ■